

Les associations aquitaines recherchent de l'argent

Publié le 17/02/2014 à 07h35, par [Pierre Tillinac](#)

Les subventions sont en baisse depuis plusieurs années. Les associations doivent trouver d'autres ressources et inventer un nouveau mode de fonctionnement.



À Libourne, une cinquantaine de clubs se partagent la dotation annuelle de subventions selon des critères très précis. © Photo arch. S. K./«so»

Libourne a changé la règle du jeu. Les subventions aux clubs sportifs de la ville sont attribuées en fonction de critères très précis. Sont pris en compte : le nombre de licenciés, leur âge, la féminisation de l'association, sa participation aux activités municipales pendant les vacances scolaires, etc. « Le but est d'être transparent, d'encourager celles qui en ont vraiment besoin et de mieux maîtriser les dépenses publiques », résume Jean-Louis Arcaraz, adjoint au maire chargé des sports. La dotation annuelle à partager entre la cinquantaine de clubs sportifs de la ville tourne autour de 600 000 euros. Mais, à l'intérieur de cette enveloppe en légère progression, les subventions évoluent à la hausse ou à la baisse, alors que les aides de l'État et des autres collectivités ont, elles, régulièrement diminué pour presque tout le monde. Augmenter les cotisations ? Partout en France, les associations ont bien compris que l'argent public allait devenir de plus en plus rare...

Elles manquent surtout de reconnaissance »

« Sud Ouest ». Vous venez de publier une nouvelle étude sur le mouvement associatif. Quel est l'état d'esprit des dirigeants ?

Jacques Malet (1). Ils sont préoccupés. Le contraire serait étonnant. Mais ils ont la volonté de se battre, d'autant plus qu'ils sont convaincus de l'importance de la mission qui est la leur, surtout dans la période difficile que nous traversons.

Toutes les associations sont-elles confrontées aux mêmes problèmes ?

Non. Il y a deux critères très discriminants. D'une part, le secteur d'activité, qui peut être plus ou moins en tension ; d'autre part, la taille de l'association. En gros, les très petites associations n'ont pas de soucis. Les petites sont surtout confrontées à des problèmes liés au bénévolat. Les grandes ont plutôt des préoccupations d'ordre financier.

La situation s'est-elle dégradée ?

Cette dégradation est surtout sensible dans les grosses associations, c'est-à-dire celles qui ont un budget supérieur à 100 000 euros. La situation s'est détériorée pour deux raisons.

D'une part, les financements publics ont baissé, qu'ils viennent de l'État ou des collectivités. D'autre part, le nombre d'adhérents a diminué. En raison de la crise, certaines familles ont été obligées de faire des choix.

Quels sont les secteurs les plus sensibles ?

Cette évolution touche tous les secteurs, qu'ils soient liés aux loisirs ou à la culture. Les associations de taille moyenne sont particulièrement visées dans les territoires en difficulté. La demande y est forte, mais ces associations, qui ne sont pas forcément très connues, ont plus de mal à trouver des bénévoles et à se faire entendre par les pouvoirs publics et les élus.

Comment les associations réagissent-elles ?

Elles revoient leurs budgets et elles se montrent plus prudentes. Certaines ont dû licencier. Tout cela les a aussi conduites à rationaliser leurs dépenses ou à se grouper. Elles n'ont pas fusionné. Ce n'est pas vraiment dans leur culture, mais cela viendra peut-être un jour. Pour l'instant, elles ont développé la mutualisation pour réduire leurs frais.

Le tissu associatif est-il vraiment menacé ?

Il ne faut pas crier au feu trop vite, mais cela devrait constituer un vrai sujet de préoccupation dans la mesure où les associations connaissent aussi une crise du bénévolat. Il y a de plus en plus de bénévoles, mais de moins en moins de bénévoles réguliers. C'est-à-dire de personnes qui interviennent au moins une fois par semaine avec une fonction particulière.

Mais le plus grave, ce ne sont pas toutes ces difficultés. Le gros problème du monde associatif, c'est le manque de reconnaissance. Les associations sont des acteurs importants dans la société. Elles ont le sentiment que les décideurs, et notamment les élus, ne reconnaissent pas leur rôle comme ils le devraient, au-delà de ce qu'ils peuvent dire et faire en période électorale.

Recueilli par P. T.

(1) Président de Recherches et solidarités, réseau associatif d'experts et d'universitaires.